

La France est opposée aux cofinancements nationaux

© 19/12/2017 | Terre-net Média

La France s'oppose à ce que la future politique agricole commune de l'UE post-2020 et post-Brexit « comporte des cofinancements nationaux » dans son « premier pilier » consacré aux aides directes reçues par les agriculteurs, a déclaré mardi le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert.



*Stéphane
Travert et
Phil Hogan
lors d'une
conférence
de presse
commune
sur la Pac
2020.
(©Compte
twitter du
ministère de
l'agriculture)*

« **S**ur le **premier pilier**, nous ne souhaitons pas qu'il y ait de **cofinancement**, ni que ce soit l'objet d'une réflexion ou même d'un tour de table », a averti le ministre français lors d'une conférence de presse, en marge d'une réunion au siège de l'OCDE à Paris entre les 28 pays de l'UE et le commissaire à l'agriculture Phil Hogan.

« Nous sommes dans un contexte budgétaire incertain, le retrait du Royaume Uni pèsera sur les décisions, mais **la Politique agricole commune** ne pourra pas être la variable d'ajustement du prochain cadre financier pluriannuel », a ajouté le ministre, aux côtés du Commissaire.

Après **la présentation des grandes options de la Commission européenne pour la future Pac post 2020**, le 29 novembre dernier à Bruxelles, la France avait réuni mardi à Paris cinq autres ministres européens et des hauts représentants agricoles des autres pays de l'Union pour évoquer le sujet. Le Commissaire Hogan a également souligné qu'il était opposé à un **cofinancement national des aides européennes** du « premier pilier » de la politique agricole commune, qui comporte les aides directes aux producteurs.

Le « deuxième pilier » de ces aides, consacré aux aides destinées au développement rural, accepte de son côté déjà une part de cofinancement national ou régional.

La FNSEA est très opposée à un cofinancement national des aides européennes qui risque d'être « source de distorsion de concurrence » déloyale au sein de l'Union européenne. « Si chaque Etat décide dans son coin de subventionner telle ou telle production, on s'éloigne d'une politique européenne avec des règles identiques pour tous et on nourrit la concurrence intra-communautaire », a souligné un responsable de ce syndicat.

A lire aussi : [Pac post 2020 : La future Pac imposera à chaque Etat membre un plan stratégique](#)